

## Cameroon *tribune*

**E**n 2008, le bois a été l'une des filières les plus frappées par la crise financière internationale dont les effets ont touché le Cameroun. Cela s'est manifesté par l'arrêt des exportations. Lorsqu'il fallait qualifier l'ampleur du mal, le vocabulaire fut varié. D'aucuns ont parlé de secteur sinistré quand d'autres voyaient une filière carrément laminée par la conjoncture. Le Groupement interpatronal du Cameroun (GICAM) dû exprimer son inquiétude face aux nombreuses commandes gelées qui fragilisaient les entreprises et menaçaient les emplois. Un exemple : la Société de Transformation de Bois de la Kadey (STBK), géant de la filière, a été contraint de se séparer de 500 employés représentant 20% de ses effectifs, pour s'adapter à la conjoncture. Ses menuiseries ont longtemps tourné au ralenti. Leur production mensuelle de bois débités est passée de 1200 m<sup>3</sup> à 700 m<sup>3</sup> en janvier 2009 et 500 m<sup>3</sup> en février. Jusqu'en 2009, l'activité dans le secteur du bois demeurait morose au Cameroun, un pays reconnu comme deuxième massif forestier africain, derrière la RDC. Seuls 30% des commandes européennes et américaines sont enregistrées cette année. Plusieurs unités de transformation de bois ont fermé dans le pays dont huit dans la seule ville de Douala sur les 22 qu'elle compte en 2007.

La situation a-t-elle changé en 2010 ? Les opérateurs interrogés nuancent leurs réponses. Ils lancent presque tous un

# LE DOSSIER DE LA RÉDACTION



## Filière bois

# Timide reprise

reprise" revient régulièrement. De toutes les façons, il y a un léger mieux dans le commerce de bois par rapport aux deux dernières années.

La timide reprise s'est amorcée depuis le début de l'année. Elle est due à un regain de commandes. Les stocks accumulés pendant la crise sont résorbés. La chute des prix s'est également arrêtée même si les coûts avoisinent seulement 85.000Fcf contre 190.000F (l'essence la moins chère) avant 2008, selon des informations puisées au GFBC. Signes que le marché se remet peu à peu à

butaire de l'extérieur. En Amérique et en Europe, le bois est une matière première prisée dans les constructions. Et tant que l'imobilier ne reprendra pas sa vitesse de croisière là-bas, on en pâtira ici. Un gros obstacle pour l'émancipation de la filière bois au Cameroun. Peut-on sérieusement envisager une réelle reprise fondée sur la dépendance ? Les faits sont-là, têtus : le commerce du bois camerounais est essentiellement exporté. Le marché national et celui de la

tion chez ces acteurs. Le fonds de solidarité interprofessionnelle dont la mise en place a été préconisée pour garantir les investissements n'est pas encore une réalité. La transformation reste sommaire. Et avec cela, il n'y a aucune chance de rester performant. Dans les usines, les outils moyenâgeux tels que les turbines utilisées pour produire de l'électricité à base des déchets méritent d'être remplacés par des équipements à la pointe de la technologie. Le coût de mise en place d'une usine est évalué à

Jusqu'en 2009, l'activité dans le secteur du bois demeurait morose au Cameroun, un pays reconnu comme deuxième massif forestier africain, derrière la RDC. Seuls 30% des commandes européennes et américaines sont enregistrées cette année. Plusieurs unités de transformation de bois ont fermé dans le pays dont huit dans la seule ville de Douala sur les 22 qu'elle compte en 2007.

La situation a-t-elle changé en 2010 ? Les opérateurs interrogés nuancent leurs réponses. Ils lancent presque tous un "oui, mais...". Oui puisque le degré d'épouvante de 2008 et 2009 a diminué, mais ce n'est pas l'euphorie non plus. Ici aussi, le vocabulaire n'est pas moins diversifié. Roger Nkodo Dang, président du Syndicat des exploitants forestiers du Cameroun parle de "lueur d'espoir", au Groupement de la filière bois du Cameroun (GFBC), le mot "pseudo

les façons, il y a un léger mieux dans le commerce de bois par rapport aux deux dernières années.

La timide reprise s'est amorcée depuis le début de l'année. Elle est due à un regain de commandes. Les stocks accumulés pendant la crise sont résorbés. La chute des prix s'est également arrêtée même si les coûts avoisinent seulement 85.000Fefa contre 190.000F (l'essence la moins chère) avant 2008, selon des informations puisées au GFBC. Signes que le marché se remet peu à peu de l'une des plus dures secousses de son histoire. La demande reste néanmoins à 20 ou 25% en dessous de son niveau d'avant 2008. Les approvisionnements eux, sont réduits à 35 ou 40%. Les opérateurs savent que si le secteur immobilier ne reprend pas en Occident, il n'y aura pas d'effervescence réelle dans le marché. Car, le bois camerounais est tri-

bois est une matière première précisée dans les constructions. Et tant que l'immobilier ne reprendra pas sa vitesse de croisière là-bas, on en pâtera ici.

Un gros obstacle pour l'émancipation de la filière bois au Cameroun. Peut-on sérieusement envisager une réelle reprise fondée sur la dépendance ? Les faits sont-là, têtus : le commerce du bois camerounais est essentiellement extraverti. Le marché national et celui de la sous-région sont négligés. Les conquérir ne pourrait-il pas aider à s'affranchir et à poser les fondements d'une reprise durable ? La demande nationale peut s'accroître davantage si on l'aiguise par des produits compétitifs. Certains opérateurs se sont jetés à l'eau et se battent bien. Ils sollicitent un minimum d'accompagnement pour les encourager. Le manque de financement tue toute ambi-

ment. Au terme de la rotation de 30 ans, les Unités forestières d'aménagement (Ufa) seront en mesure de produire 1,5 million de m3 de bois d'œuvre par an, soit près de 70 % de la production actuelle des forêts naturelles. Le domaine forestier non permanent englobe les forêts communautaires où les activités de reboisement sont également obligatoires et les autres forêts. Pour ces dernières, le Projet d'appui à la foresterie rurale (Pafora) et le Programme national de reboisement (PNR) ont successivement vu le jour. Réalisé de 1998 à 2005, le Pafora a consisté en la promotion des plantations forestières privées dans l'Adamaoua, le Nord-Ouest et l'ouest. Environ 20.000 ha de

ment. Au terme de la rotation de 30 ans, les Unités forestières d'aménagement (Ufa) seront en mesure de produire 1,5 million de m3 de bois d'œuvre par an, soit près de 70 % de la production actuelle des forêts naturelles. Le domaine forestier non permanent englobe les forêts communautaires où les activités de reboisement sont également obligatoires et les autres forêts. Pour ces dernières, le Projet d'appui à la foresterie rurale (Pafora) et le Programme national de reboisement (PNR) ont successivement vu le jour. Réalisé de 1998 à 2005, le Pafora a consisté en la promotion des plantations forestières privées dans l'Adamaoua, le Nord-Ouest et l'ouest. Environ 20.000 ha de

## Reboisement

# Ambitieuse stratégie nationale

forêts ont été plantés. Le PNR, qui prend le relais en 2006, couvre tout le territoire national. Mais avec seulement 20.706 ha de forêts plantés entre 2006 et 2009, en raison entre autres d'un problème de financements, les responsables jugent les résultats «largement en deçà des attentes». L'élaboration d'un Programme national de plantation forestière initialement prévu pour démarrer en 2009, débutera en 2011. Il vise la création d'un fonds pour le financement des plantations privées, l'acquisition de semences forestières de qualité en quantité et le statut foncier des plantations en vue de sécuriser l'arbre planté.

ment. Au terme de la rotation de 30 ans, les Unités forestières d'aménagement (Ufa) seront en mesure de produire 1,5 million de m3 de bois d'œuvre par an, soit près de 70 % de la production actuelle des forêts naturelles. Le domaine forestier non permanent englobe les forêts communautaires où les activités de reboisement sont également obligatoires et les autres forêts. Pour ces dernières, le Projet d'appui à la foresterie rurale (Pafora) et le Programme national de reboisement (PNR) ont successivement vu le jour. Réalisé de 1998 à 2005, le Pafora a consisté en la promotion des plantations forestières privées dans l'Adamaoua, le Nord-Ouest et l'ouest. Environ 20.000 ha de